

VILLES EN TEMPS DE CRISES DÉMOCRATIQUES ET CLIMATIQUES

PARIS, 29 ET 30 JUIN
2023

DIALOGUES FRANCO-LUSOPHONES

Lieu :

École Nationale Supérieure d'Architecture Paris Val-de-Seine
3 quai Panhard et Levassor - 75013 Paris

Partenaires :

- UMR CNRS 7218 LAVUE
- ENSA Paris Val de Seine, Ministère de la culture
- Programme de recherche ANR-FAPESP CoPolis (Co-production sociale de la ville et recherche citoyenne. Regards croisés sur les quartiers populaires et précaires en France et au Brésil)
- APERAU (Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et urbanisme)
- Réseau scientifique thématique SUD-PPC (Situations Urbaines de Développement, Pratiques et Pédagogies Coopératives)
- LabHab, Faculté d'Architecture et d'Urbanisme (FAU), Université de São Paulo
- Faculté d'Architecture et d'Urbanisme (FAU), Université Mackenzie, São Paulo
- Faculté d'Architecture, Université Fédérale de Bahia

Appel à communications :

Depuis plus de 10 ans, les Dialogues franco-lusophones permettent de promouvoir des échanges scientifiques bilingues sur les enjeux urbains contemporains dans les aires culturelles de langues française et portugaise. Initiés dans le cadre de collaborations anciennes entre la France et le Brésil, ces rencontres bisannuelles se tiennent alternativement dans les deux pays et réunissent des chercheur•es en architecture, urbanisme, aménagement du territoire, sciences sociales. Depuis 2016, les Dialogues ont été élargis à toute la francophonie et lusophonie. Chaque édition interroge, dans une perspective interdisciplinaire, internationale et comparative, le devenir des villes, aux nords comme comme aux suds, confrontées aux enjeux globaux et



locaux, qu'ils soient climatiques, sociaux, économiques, politiques, culturels.

Les différentes réalités urbaines, dans les deux aires culturelles et linguistiques, représentent un large éventail de situations, propices aux réflexions transnationales, aux mises en perspective et aux échanges. Ainsi, le principe des Dialogues est d'associer, autant que possible, intervenant•es francophones et lusophones, en privilégiant des approches croisées, des confrontations de résultats de recherche, des échanges d'expériences, des rapprochements de méthodes ou d'outils. L'objectif est d'encourager les rencontres, les discussions, et de promouvoir des présentations à deux voix (ou plus) en mettant en relation des chercheur•es francophones et lusophones et/ou en valorisant des partenariats préexistants. Les propositions de communications devront prendre en compte ce principe et se prêter au jeu du dialogue.

Les éditions précédentes ont interrogé la fabrique de la ville contemporaine à partir de thématiques telles que le droit à la ville, le rapport à la nature, l'innovation, les métropoles, le rôle de l'espace public... Dans la continuité d'une approche critique et dans l'objectif de consolider des récits communs sur les défis des villes au XXI^e siècle, **l'édition 2023 questionnera les dynamiques urbaines en temps de crises démocratiques et climatiques, au travers de dialogues transdisciplinaires.**

Crise financière, pandémie, guerres, crise énergétique, dérèglements climatiques, inflation, montée des extrêmes droites, les années récentes sont marquées par un emboîtement de « crises » aux résonances internationales, qui renforcent les inégalités économiques, sociales et environnementales partout dans le monde. Ces crises et leurs répercussions touchent aussi bien les centres urbains que les périphéries ou les campagnes, les métropoles que les villes moyennes. Les populations les plus vulnérables, dans les quartiers populaires ou précaires, sont les plus impactées. Mais les classes moyennes, déstabilisées, voient également leurs conditions de vie se dégrader. Les réponses des pouvoirs publics sont, en fonction des contextes institutionnels et politiques, limitées ou absentes, parfois contradictoires, quand elles ne sont pas autoritaires. L'inertie des gouvernements, la prévalence des intérêts dominants, l'incapacité à faire face à l'urgence climatique, génèrent de plus en plus de craintes et de tensions sociales. Dans ce contexte d'incertitudes sur l'avenir, comment analyser les évolutions urbaines ? Que racontent-elles de ces situations de trouble et quelles issues permettent-elles d'entrevoir ? Comment penser et concevoir les villes de demain, vers plus de justice sociale et environnementale ?

Pour comprendre comment interagissent, s'articulent et se combinent les enjeux de démocratie urbaine et ceux liés à la crise climatique, nous proposons d'organiser les discussions autour de trois axes thématiques.

1 | Vers de nouvelles gouvernances urbaines

Dans un contexte mondial de concentration urbaine à l'échelle mondiale, d'augmentation et d'extension des zones métropolitaines, améliorer les formes de gouvernance urbaine est devenu un enjeu central pour trouver des réponses collectives aux besoins de la société. Les citoyens vivant dans les villes et les métropoles exigent une démocratie au plus près des citoyens, en particulier pour faire face aux multiples défis de la transition écologique. Interroger par exemple la gestion publique de l'eau, des déchets et leur traitement toujours plus problématique, la pollution de l'air et de l'eau ou la production de gaz à effet de serre au niveau des villes, suppose de comprendre les lieux et modes de transaction entre la myriade d'acteurs économiques impliqués et les groupes citoyens. Les circuits de décision

étaient déjà sur la sellette depuis la réforme des gouvernements métropolitains, ils sont désormais totalement pris dans la complexité d'une réflexion multi-échelles sur les modalités de dé-carbonisation de la société. Il s'agira ici de saisir la façon dont de nouvelles configurations démocratiques émergent dans l'ensemble des pays lusophones et francophones, de façon à prendre en compte à la fois la désaffection vis-à-vis du politique institué et les lieux et temporalités de renouvellement d'une démocratie urbaine. Quels sont les lieux d'expérimentation et comment démocratie et climat sont-ils aujourd'hui déclinés aux échelles urbaines et au contact des citoyens ? Au vu des mouvements sociaux exigeant une plus grande justice sociale et territoriale (Ogien et Laugier, 2014), notamment en France et au Brésil depuis une décennie, ou encore des récentes craintes sur le prix de l'énergie, comment penser la liaison entre inégalités environnementales et démocratiques ?

2 | La ville face aux enjeux climatiques et environnementaux

Depuis plus d'une décennie, les constats liés à la crise écologique ont placé la question du rapport entre groupes humains et environnement au cœur du débat public. La croissance des agglomérations urbaines est perçue comme un aspect central du débat, tandis que les inégalités sociales qui les traversent se traduisent directement en termes d'injustice climatique et de dégradation de la santé environnementale, surtout dans les quartiers les plus précaires et périphériques. Mais les villes sont aussi le théâtre de nouvelles mobilisations citoyennes liées à l'environnement, dont la protection est perçue comme un « problème » à la fois public, politique et scientifique (Mauz et Granjou, 2010 ; Cefaï, 2016). Les mondes urbains francophones et lusophones comptent de nombreux exemples : des récentes manifestations de la société civile brésilienne contre l'expansion de l'industrie minière en ville, aux mobilisations contre l'artificialisation des sols urbains cultivables en France, pour n'en citer que quelques-uns. Par ailleurs, l'action de la société civile sur l'environnement en ville passe également par un rapport quotidien voire intime avec celui-ci, visible dans la résurgence d'une nouvelle agriculture urbaine ou dans un intérêt croissant pour les jardins partagés ou les circuits courts. Cet axe s'intéresse aux travaux qui explorent la question urbaine au prisme de la crise de l'environnement, que ce soit en interrogeant les effets des inégalités environnementales dans l'espace urbain, les mobilisations de la société civile sur ce thème, le rapport local et quotidien à la biodiversité urbaine, ou encore les « bifurcations » et alternatives expérimentées par les acteurs de la production urbaine, aussi bien publics que privés.

3 | Mobilisations et dynamiques collectives pour une ville plus juste

Au cours des cinquante dernières années, les mondes lusophone et francophone ont témoigné d'une diversité d'expériences visant à la production d'une ville plus juste, à l'initiative de la société civile. À titre d'exemple, on peut citer notamment l'urbanisme participatif pratiqué au Portugal dans la période post-dictature, et depuis les années 1970 au Brésil, où les mouvements sociaux liés au droit à la ville sont encore particulièrement expressifs de nos jours. Au-delà des engagements citoyens et militants, ces expériences ont aussi reçu le soutien de plusieurs générations de professionnels, liés à l'architecture et à l'urbanisme, mais aussi d'universitaires et étudiants. On retrouve en effet des collaborations entre ces différents acteurs aussi bien dans des expériences pionnières (programme SAAL portugais et urbanisation des bidonvilles à Rio de Janeiro dans les années 1970, ou urbanisme autogéré à São Paulo dans les années 1990) que dans des expériences récentes. Dans les pays francophones, les professionnels de la ville et/ou les universitaires sont aussi impliqués au côté des associations de la société civile en matière de reconnaissance des bidonvilles ou

de l'habitat précaire, ou encore de mobilisation sur des questions de rénovation urbaine. Mais cette « production collective de l'espace » urbain (Kapp et Milagres, 2011) ne se limite pas au bâti et à la dimension matérielle de la ville, elle touche aussi aux dimensions mémorielles et culturelles, par le biais de mobilisations touchant notamment aux empreintes des passés coloniaux dans l'espace habité et aux récits portés par les groupes marginalisés. Les mobilisations liées à la mémoire ou les expériences de muséologie sociale peuvent ainsi être perçues comme une réaction face aux injustices lisibles dans l'espace urbain contemporain. On s'intéressera ici aussi bien aux expériences coopératives ou collaboratives en relation avec le logement, qu'aux mobilisations liées au droit à la ville (notamment face à la gentrification ou la touristification des centres urbains), qu'à la reconnaissance de patrimoines urbains singuliers.

Si les Dialogues franco-lusophones ont d'abord été initiés pour valoriser le pluralisme des approches en urbanisme et aménagement de l'espace, ils ont toujours encouragé l'ouverture et l'interdisciplinarité. Point de rencontre entre urbanisme, architecture, sociologie, anthropologie mais aussi histoire urbaine, l'édition 2023 souhaite mettre en avant le dialogue entre les disciplines.

Les propositions de communications peuvent faire état de résultats de recherche, confronter des méthodes ou des références théoriques, mais aussi faire le récit d'expériences de terrain ancrées dans plusieurs pays des mondes francophone et lusophone.

Comme rappelé plus haut, l'un des principes des Dialogues étant précisément d'encourager les mises en perspectives et de faire converser des analyses situées dans les deux aires culturelles et linguistiques, les propositions de communications croisées sont particulièrement attendues. Les communications associant au moins un·e chercheur·e francophone et un·e chercheur·e lusophone seront donc privilégiées. Certaines propositions individuelles seront acceptées, le comité d'organisation proposera à leurs auteur·es une mise en relation pour une présentation en binôme.

Comme il s'agit d'un événement bilingue, les présentations se feront en français et/ou en portugais. Les ateliers seront organisés dans la mesure du possible en fonction de la langue des participant·es mais seront majoritairement bilingues. Les séances plénières seront traduites.

Compte tenu de la dimension internationale des rencontres, et afin de privilégier une alternative au déplacement en avion, quelques séances seront accessibles en visioconférence.

Comité d'organisation :

- Sabrina Bresson, sociologue, LAVUE, ENSA Paris Val de Seine
- Agnès Deboulet, sociologue, LAVUE, Université Paris 8 Vincennes-Saint Denis
- Ana Fernandes, architecte-urbaniste, Faculté d'Architecture, Université Fédérale de Bahia
- Pedro Gomes, géographe-urbaniste, École Supérieure des Professions Immobilières, Paris
- Elise Havard-Duclos, sociologue, LAVUE, Université Paris 8 Vincennes-Saint Denis
- Lara Isa Costa Ferreira, architecte-urbaniste, LabHab, FAU Université de São Paulo
- Nadia Somekh, architecte, Conseil d'architecture et d'urbanisme du Brésil, FAU Université Mackenzie, São Paulo
- Thaïs Tanure, historienne, CHS, Université Paris 1, Labex Dynamite
- Philippe Urvoy, historien, LAVUE / Université Fédérale du Minas Gerais
- Thais Vianna Da Silva, architecte, association CapaCités

Comité scientifique :

- Sabrina Bresson, sociologue, LAVUE, ENSA Paris Val de Seine
- Jean-Paul Carrière, urbaniste, Université de Tours
- Francisco De Assis Comarú, ingénieur, Université Fédérale do ABC (UFABC), Santo André
- Agnès Deboulet, sociologue, LAVUE, Université Paris 8 Vincennes-Saint Denis
- Ana Fernandes, architecte-urbaniste, Faculté d'Architecture, Université Fédérale de Bahia
- Anne Latendresse, géographe, Centre d'études et de recherches sur le Brésil, Université de Québec à Montréal
- Karina Leitão, architecte-urbaniste, Labhab, FAU, Université de São Paulo
- José Carlos Mota, urbaniste, Université de Aveiro
- João Sette Whitaker Ferreira, architecte, directeur de la FAU, Université de São Paulo
- Rafael Soares Gonçalves, historien, LEUS, Université Pontificale Catholique de Rio de Janeiro
- Nadia Somekh, architecte, Conseil d'architecture et d'urbanisme du Brésil, FAU, Université Mackenzie, São Paulo
- Philippe Urvoy, historien, LAVUE / Université Fédérale du Minas Gerais
- Dominique Vidal, sociologue, Université Paris Cité
- Neiva Vieira Da Cunha, anthropologue, Université d'Etat de Rio de Janeiro
- Maria Isabel Villac, architecte, FAU, Université Mackenzie, São Paulo

 Envoi au format pdf par mail, au plus tard le 10 mars 2023 :
dialogues2023@gmail.com

Format des propositions :

Résumé de 500 mots maximum, dans la langue de présentation, français ou portugais.

Dans leur proposition de communication, les auteur•es sont invité•es à préciser :

- Leur nom complet, institution et pays
- La ou les langue(s) parlée(s) : français, portugais, les deux
- Leur intention de participation en présentiel ou en visioconférence (seules quelques sessions seront accessibles en visioconférence)

Les propositions de communications croisées, entre les deux aires culturelles, et faisant dialoguer des chercheur•es francophones et lusophones seront privilégiées (voir plus haut). Exceptionnellement, des propositions individuelles pourront être acceptées, des binômes seront constitués à posteriori par le comité d'organisation.

Calendrier :

Date limite d'envoi des propositions de communications : **10 mars 2023**

Notification d'acceptation de la communication : **début avril 2023**

Programme définitif : **avril 2023**